Brune Poirson, secrétaire d'État à la Transition écologique

« Nous déclarons la guerre au plastique »

INTERVIEW

Vous présenterez votre loi mercredi en Conseil des ministres. En quoi changera-t-elle notre quotidien ?

Notre rapport à nos déchets en dit beaucoup sur nous et sur notre civilisation. Il est temps de passer d'une société de tout-jetable à une société économe de ses ressources et respectueuse de l'environnement. Il faut réduire la consommation, supprimer les emballages inutiles, encourager le réemploi et le recyclage. C'est ce qu'on appelle l'économie circulaire : aujourd'hui, on produit, on utilise, on jette. L'économie circulaire, c'est tout l'inverse : on conçoit mieux les produits, on les utilise, on les répare, on les réemploie, on les recycle. C'est une réponse au débat stérile entre croissance et décroissance. Donc oui : cette loi marquera un vrai tournant écologique.

Est-ce vraiment un changement de modèle ?

Oui. C'est l'alliance de l'économie, de la solidarité et de l'environnement. L'économie circulaire, ce sont 300 000 emplois de plus, sur les territoires, non délocalisables, et la garantie d'une plus grande indépendance en réduisant nos importations de matières premières. Dans vos téléphones portables, on trouve trente métaux rares dont beaucoup viennent de Chine. A-t-on envie d'être dépendant de la Chine pour ces ressources stratégiques ? C'est aussi un gain de pouvoir d'achat : quand une machine à laver ne fonctionne pas, le réflexe ne doit plus être de la changer, mais de la réparer. Intégrer davantage de matières recyclées dans les produits de consommation courante, c'est autant de ressources naturelles extraites en moins.

Nicolas Hulot a claqué la porte il y a dix mois sur le constat que la politique de transition écologique n'était pas possible. Il s'est trompé, ou quelque chose a changé ?

J'ai beaucoup appris aux côtés de Nicolas Hulot, mais je crois que la question n'est pas de savoir si vous faites des petits ou des grands pas. Plutôt de savoir combien vous en faites et à quelle vitesse. On y travaille avec François de Rugy.

Y aura-t-il des résistances ?

Oui. Je suis face à des lobbies puissants... S'attaquer aux déchets, c'est un vrai combat. Ce monde-là est l'un des secteurs les plus opaques en France. La dernière grande loi sur le sujet a près de trente ans !

Obliger les entreprises à gérer leurs déchets, n'est-ce pas de l'écologie punitive ?

Je ne comprends pas ce que veut dire « écologie punitive ». Ce qui nous punira vraiment, c'est de ne rien faire, de laisser le monde se dérégler sous nos yeux. Il faut réguler le capitalisme, changer les équilibres. Certains secteurs peuvent chercher à ralentir, mais faire la transition écologique, c'est aller vers un

monde qui a enfin du sens. Beaucoup d'entreprises et de citoyens font déjà et sont prêts à faire plus !

Votre projet de loi renforce-t-il le principe du pollueur-payeur ?

Oui. Il y a de nouvelles filières à organiser et à contrôler. Des pans entiers de notre économie ne prennent pas en charge le traitement de leurs déchets, qui est donc supporté par les collectivités, donc par les impôts locaux : les articles de bricolage, de jardinage, de sport, les jouets, les mégots... Ça va changer. Demain, comme cela existe déjà sur les emballages, le mobilier ou les produits électroménagers, les entreprises devront s'organiser entre elles pour créer un éco-organisme qui gèrera financièrement leurs déchets et les incitera à mieux concevoir leurs produits. En France, on produit l'équivalent de 5 tonnes de déchets par an et par personne. C'est beaucoup trop, et ça finit par se déverser dans des décharges sauvages. Un des secteurs qui doivent réagir, c'est la construction, pour laquelle il existe un potentiel de valorisation. Sur nos 4,6 tonnes de déchets annuelles, 600 kilos seulement sont des déchets ménagers, 700 kilos des déchets d'entreprise. Tout le reste – soit 3,4 tonnes – vient du BTP !

Concrètement, comment allez-vous contraindre les entreprises de ce secteur à recycler leurs déchets ?

Actuellement, c'est un peu la préhistoire... Seuls 3 % du verre des vitres collectées sont recyclés. Le verre est produit avec du sable, qui est une ressource de plus en plus rare dans de nombreux pays... Notre exigence est que les entreprises du BTP trient et valorisent au maximum leurs déchets. Nous nous laissons la possibilité de mettre en place le principe du pollueur-payeur sur les matériaux de construction afin de financer la reprise gratuite des déchets dans les déchetteries s'ils ont été correctement triés auparavant. Nous voulons offrir aux artisans des solutions pour se débarrasser de leurs déchets.

Renforcerez-vous la « police des déchets », c'est-à-dire des fonctionnaires spécialisés dans la surveillance de leur traitement ?

Oui. Pour lutter contre les décharges sauvages, nous renforcerons le pouvoir des maires et nous autoriserons la vidéosurveillance. Et il y aura des sanctions pour ceux qui seront pris.

Votre texte fixe comme objectif le recyclage de 100 % des plastiques en 2025. C'est réaliste ?

Nous avons déclaré la guerre à la pollution plastique. Dès maintenant, nous prenons des mesures concrètes, comme l'interdiction de nombreux plastiques à usage unique, la lutte contre le suremballage ou l'incitation à incorporer davantage de plastique recyclé. En 2018, notre production de plastique recyclé a bondi de 12 %. Je connais peu de secteurs industriels aussi dynamiques et créateurs d'emplois. Notre objectif sera 2025 ; nous le porterons d'ailleurs également au niveau européen.

Comptez-vous instaurer un système de bonus-malus selon les produits ?

Aujourd'hui, les fabricants, qu'ils fassent des efforts ou pas pour respecter l'environnement, paient la même écocontribution sur leurs produits. Ce n'est pas logique. Avec le bonus-malus, on permettra aux produits vertueux de bénéficier d'un bonus pour en réduire le prix. Avoir des revenus modestes ne doit pas vous condamner à acheter des produits polluants ! Nous allons aussi imposer un étiquetage clair : je crois aux vertus de la transparence et du *name and shame* pour faire évoluer les comportements. Quant au bonus-malus, il pourra varier jusqu'à 20 % selon les produits.

Ce bonus-malus s'appliquera-t-il à tous les produits et quand ?

Je souhaite y aller par étapes et tester cette mesure sur certains produits avant la fin du quinquennat.

Vous voulez aussi interdire la destruction des invendus ?

Il faut arrêter de produire pour détruire. En France, on détruit cinq fois plus de produits neufs invendus qu'on n'en donne ! Dans un premier temps, les entreprises pourront en faire don à des associations. Mais à terme, nous souhaitons lutter contre la surproduction, que les entreprises gèrent mieux leurs stocks.

Interdirez-vous l'utilisation des plastiques à usage unique ?

C'est déjà prévu. Dès 2020, les pailles, les gobelets en plastique, les couverts, les assiettes, les touillettes à café seront proscrites.

On parle beaucoup de rétablir la consigne pour les bouteilles en plastique, comme c'était autrefois le cas pour les bouteilles en verre. Irez-vous dans cette direction ?

Oui, mais je ne crois pas à une solution à la va-vite. Le principe est arrêté car c'est le seul qui garantit des niveaux de collecte très élevés, mais il reste à déterminer le « comment » dans le cadre du comité de pilotage que j'ai lancé. Est-ce qu'il faut une consigne pour le recyclage, pour le réemploi, uniquement pour les emballages plastiques ou aussi pour le verre ? Comment cela impacte-t-il le dispositif actuel ? Nous devons y répondre.

De quels modèles étrangers vertueux vous êtes-vous inspirée ?

Des modèles scandinaves, bien sûr. Les produits consignés sont identifiés, avec beaucoup de points de collecte. Dans ces pays, c'est entré très rapidement dans les mœurs.

Les citoyens français sont-ils prêts à de telles évolutions ?

La jeune génération nous a interpellés à ce sujet. Les citoyens sont prêts à changer de modèle, ils nous l'ont dit durant le grand débat, pourvu qu'on leur en donne les moyens. ●

PROPOS RECUEILLIS
PAR ARTHUR NAZARET
ET DAVID REVAULT D'ALLONNES